



Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **286000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 16 decembre 2022

P.7

Journalistes: NICOLAS

TOTET

Nombre de mots: 670

p. 1/3

RÉGION

SANTÉ PUBLIQUE

À bout de souffle financièrement, les ambulanciers sonnent l'alarme

PICARDIE Les ambulanciers sont très en colère à cause des promesses financières de l'État non tenues. Ils lancent un ultimatum avant Noël. Représentant départemental des ambulanciers pour la Somme, Pascal Besencourt s'en explique.



L'ambulancier de Molliens-Dreuil s'inquiète de fonctionner « sans aucune visibilité à un mois » pour son entreprise. (Photo N.T.)





Edition: 16 decembre 2022 P.7

NICOLAS TOTET

es ambulanciers sont prêts à déclencher les gyrophares pour se faire entendre au plus vite. Leur activité serait en péril. « Les sentinelles du soin sont au bord de l'implosion! », s'exclamait le 15 novembre dernier la Chambre nationale des services d'ambulances (CNSA). Un mois plus tard, la situation financière des entreprises ne s'est pas améliorée et rien n'est réglé sur le fond.

Représentant départemental des ambulanciers pour la Somme, Pascal Besencourt, à la tête d'une société employant quinze salariés depuis 2008, scrute chaque jour le cours du gasoil et son découvert bancaire. « C'est ultra-urgent. Si nous n'obtenons pas les compensations financières attendues de l'État d'ici le 20 décembre, avant Noël, je

pourrais fermer boutique au premier semestre 2023 », énonce même le chef d'entreprise de 53 ans, installé à Molliens-Dreuil à l'ouest d'Amiens, à 25 kilomètres du CHU-Sud. Et celui-ci jure ne pas exagérer ses difficultés.

« ON NOUS FAIT MOURIR À PETIT FEU »

Dans un contexte inflationniste généralisé, l'ambulancier a puisé par obligation dans sa trésorerie et il attend désespérément, comme tous ses confrères, le versement de l'enveloppe budgétaire nationale de 100 M£ promise à la profession par le ministère de la Santé.

« Déjà il nous manque 25% de l'enveloppe nationale, réduite sans explication, à 65 M£. On nous fait mourir à petit feu », s'agace le représentant des ambulanciers de la Somme.

Et de citer quelques postes budgé-

À SAVOIR

- La Chambre nationale des services d'ambulances (<u>CNSA</u>) représente 1 000 structures adhérentes en France. Au total, 5 000 entreprises dans le pays emploient 55 000 ambulanciers.
- La CNSA réclame notamment une réforme de la tarification, qui soit plus favorable au secteur, « à l'instar de ce qui est prévu pour les infirmières ».
- Les ambulanciers veulent des garanties financières de l'État avant Noël.

taires qui le fragilisent. Le gasoil était à 1,272 € le litre le 10 janvier 2021 et à 2,04 € le 4 décembre dernier, « soit + 60 % sans compensation et sans récupération de TVA », s'étrangle Pascal Besencourt. « Le

Edition: 16 decembre 2022 P.7

tout cumulé avec les augmentations de charges, des coûts salariaux et les dépassements des délais de paiement du centre hospitalier qui passent régulièrement de 50 jours à 80, 90, voire 100 jours! »

DE LA PLAIE DU DOIGT À L'ARRÊT CARDIOVASCULAIRE

Pourtant dans le cadre de la réforme du transport d'urgence, les sociétés d'ambulance sont de plus en plus sollicitées et représentent un des maillons essentiels de la chaîne sanitaire. Elles veulent une revalorisation de leur tarification. « De la plaie du doigt, à l'arrêt cardiovasculaire, de l'accouchement à domicile, l'ambulancier est en quelque sorte les yeux et les mains du médecin régulateur », expose l'ambulancier de Molliens-Dreuil qui s'exprime au nom de tous ses confrères confrontés aux mêmes

difficultés financières.

Sur cinquante déplacements quotidiens de ses ambulances, cinq, en moyenne, sont des transports urgents hospitaliers et donc quarante-cinq des transports programmés (kiné, hôpital de jour, consultations, soins, etc.) indispensables en milieu rural et au profit de personnes souvent isolées et fragiles.

Quant à la prime de Noël espérée par ses salariés ? « Oui ce serait un juste retour des choses, avoue le patron artisan, mais aujourd'hui je ne peux pas, parce que l'État n'assure pas ses engagements financiers. » Reste à espérer un vrai cadeau au pied du sapin d'ici Noël. « Sinon, notre idée est d'arrêter le transport sanitaire d'urgence », prévient le porte-parole des ambulanciers de la Somme. Le gyrophare est bien allumé.